

PROFIL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

CRÉATION

La Banque islamique de développement (BID) est une banque multilatérale de développement créée en vertu de l'accord signé le 21 radjab 1394 (12 août 1974) à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite. La réunion inaugurale du Conseil des Gouverneurs s'est tenue au mois de radjab 1395 (juillet 1975) et la BID a démarré officiellement ses opérations le 15 chaoual 1395 (20 octobre 1975).

VISION

La BID s'emploie à devenir une banque de développement d'envergure mondiale s'inspirant des principes islamiques, qui contribue largement à la transformation du paysage du développement humain dans le monde musulman et à la réaffirmation de sa dignité.

MISSION

Promouvoir le développement humain global, en concentrant ses efforts sur les volets prioritaires que sont la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance et la prospérité des populations.

MEMBRES

La BID compte 57 pays membres répartis sur différentes régions. Tout pays aspirant à devenir membre doit être affilié à l'Organisation de Coopération islamique, verser la première tranche de sa participation au capital-actions de la BID, et accepter les termes et conditions fixés par le Conseil des Gouverneurs.

CAPITAL

Lors de sa 45e réunion annuelle, le Conseil des Gouverneurs a approuvé (par correspondance) la 6e augmentation générale du capital à hauteur de 5,5 milliards de dinars islamiques. À la clôture de l'exercice 2021, le capital souscrit était de 50,6 milliards de dinars islamiques.

GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID se compose de cinq membres, à savoir la Banque islamique de développement (BID), l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC).

SIÈGE ET CENTRES RÉGIONAUX

La BID a son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite, et compte 11 centres régionaux situés à Abuja (Nigéria), Almaty (Kazakhstan), Ankara (Turquie), Le Caire (Égypte), Dakar (Sénégal), Dhaka (Bangladesh), Jakarta (Indonésie), Kampala (Ouganda), Paramaribo (Suriname), Rabat (Maroc), Dubai (EAU), et un centre d'excellence à Kuala Lumpur (Malaisie).

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la BID correspondait à l'année lunaire hégirienne, mais à partir du 1er janvier 2016, il fut changé pour correspondre à l'année solaire de l'hégire commençant le 11 capricorne (1er janvier) et se terminant le 10 capricorne (31 décembre de chaque année).

UNITÉ DE COMPTE

L'unité de compte de la BID est le dinar islamique (DI) qui est équivalent à 1 droit de tirage spécial (DTS) du Fonds monétaire international.

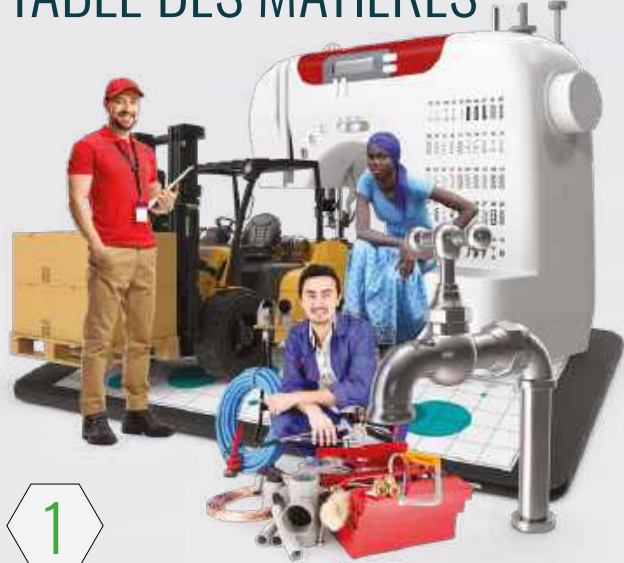
LANGUE

La langue officielle de la BID est l'arabe, mais l'anglais et le français sont également utilisés comme langues de travail.



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

TABLE DES MATIÈRES



1

ABRÉVIATIONS	02
REMERCIEMENTS	03
LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT	04
MESSAGE DU PRÉSIDENT	05
PHOTOS DES MEMBRES DU CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS	06
RÉSUMÉ : BILAN DE L'EXERCICE	07

CHAPTER 1 : ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA BID 18

1.1	Analyse des résultats économiques récents	19
1.2	Principaux indicateurs opérationnels	20
1.3	Principales initiatives	23
1.3.1	Stratégie 2025	23
1.3.2	Lutte contre l'insécurité alimentaire	25
1.4	Réalisations à l'actif du Groupe de la BID	27
1.4.1	Principales opérations de développement	27
1.4.2	Renforcement du développement du secteur privé	28
1.4.3	Appui au financement du commerce	28
1.4.4	Assurance des risques de crédit et de pays	28
1.4.5	Leadership éclairé en économie et finance islamiques	28
1.4.6	Partenariat pour la réduction de la pauvreté	29
1.4.7	Optimisation des awqaf pour le développement	31
1.4.8	Partage des meilleures pratiques en matière de développement	32
1.4.9	Optimisation du potentiel de la science, la technologie et l'innovation pour le développement	34



2

CHAPTER 2 : RIPOSTE AUX CRISES 36

2.1	Programme stratégique de préparation et de riposte	37
2.2	Programme de riposte en matière de sécurité alimentaire	38

CHAPTER 3 : FAVORISER LA CROISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT INCLUSIFS ET RÉSILIENTS 40

3.1	Contribution au développement inclusif	41
3.1.1	Développement humain	41
3.1.2	Développement des infrastructures	43
3.1.3	Intégration régionale	44
3.2	Atténuation de la fragilité et renforcement de la résilience	45
3.2.1	Fragilité et résilience	45
3.2.2	Autonomisation économique	45
3.3	Partenariat pour le développement durable	46
3.3.1	Mobilisation de ressources	46
3.3.2	Cadre de financement durable	46
3.4	Activités de développement spéciales	47
3.4.1	Autonomisation des femmes et des jeunes	47
3.4.2	Changements climatiques	49
3.4.3	Collaboration avec les ONG et la société civile	50
3.4.4	Programme d'aide communautaire	52
3.4.5	Programme de bourses d'études	54
3.4.6	Projet Adahi	55



3

CHAPTER 4: RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE

4.1	Conseil des Gouverneurs	57
4.2	Conseil des Directeurs exécutifs	58
4.3	Gouvernance conforme à la Charia	59
4.4	Gestion des risques	59
4.5	Audit	60
4.6	Conformité	60
4.7	Gouvernance d'entreprise	61
4.8	Note de crédit	61
4.9	Appui des pays membres	62
4.10	Stratégie de partenariat avec les pays membres	62
4.11	Évaluation des opérations	63
4.12	Efficacité du développement	63
4.13	Facilitation des affaires par les technologies de l'information	64
4.14	Gestion des ressources humaines	64
4.15	Autres activités administratives	65
4.15.1	Sûreté et sécurité	65
4.15.2	Services de gestion des installations	65
4.15.3	Services de santé du personnel	65



4

ANNEXES 66

ANNEXES 1- 6	États financiers	68
ANNEXES 7- 10	Financements	96
ANNEXE 11	Organigramme de la BID	103
ANNEXE 12	Présence de la BID	104



ABRÉVIATIONS

BID	Banque islamique de développement
FIBA	Fonds d'investissement des biens awqaf
FSID	Fonds de solidarité islamique pour le développement
GCA	Groupe de coordination arabe
IBID	Institut de la Banque islamique de développement
OCI	Organisation de Coopération islamique
ODD	objectif(s) de développement durable
PMMA	pays membres les moins avancés
SIACE	Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation
SID	Société islamique pour le développement du secteur privé
SIFC	Société internationale islamique de financement du commerce
SPPM	Stratégie de partenariat avec le(s) pays membre(s)
SPRP	Programme stratégique de préparation et de riposte à la pandémie
STI	Science, technologie et innovation
TIC	Technologies de l'information et de la communication



REMERCIEMENT

Le rapport annuel 2022 de la Banque islamique de développement (BID) a été préparé par le Département de la Recherche économique et des Statistiques de l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID) sur la base des orientations générales du Conseil des Directeurs exécutifs.

SUPERVISION

Directeur général de l'IBID et Économiste en chef
Directeur du Département de la Recherche économique et des Statistiques

COLLABORATION

Cabinet du Président et Secrétariat général du Groupe

CONTRIBUTIONS

Départements de la BID et membres affiliés au Groupe de la BID

COORDONNATEUR :

Bukhari M. S. SILLAH

GESTION DES DONNÉES STATISTIQUES

Abu CAMARA, Mohamed ELGOUSSI, Ali RASHID et Novia BUDI PARWANTO

TRADUCTION

Division des Services linguistiques

GESTION DES DONNÉES FINANCIÈRES

Fatih KAZAN, Abdulkadir FARAH, Aboubacar S. KANTÉ

SOUTIEN ADMINISTRATIF

Abdul Rashid Abdul Majid



Au Nom d'Allah, le Clément et le Miséricordieux

S.E. le président du Conseil des Gouverneurs de la BID

Excellence Monsieur le président,

Assalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh

Conformément aux articles 32(i), 32(iii) et 41(1) de l'Accord portant création de la BID et à la section 11 de son règlement intérieur, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil des Gouverneurs, au nom du Conseil des Directeurs exécutifs, le rapport annuel portant sur les opérations et activités de la BID au titre de l'exercice 2022.

Conformément à la section 13 du règlement intérieur de la BID, le rapport annuel comprend également les états financiers vérifiés de la BID et du Fonds waqf.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma parfaite considération.

Dr Muhammad AL JASSER

Président de la BID et du Conseil des Directeurs exécutifs



MESSAGE DU PRÉSIDENT

À l'instar de celui qui l'a précédé, l'exercice sous revue a été une année difficile marquée par les effets persistants de la pandémie à coronavirus et l'incertitude issues de la crise actuelle en Europe de l'Est. Dans ce contexte d'instabilité politique et économique, il ne serait pas étonnant de voir le risque d'insoutenabilité de la dette s'accroître dans de nombreux pays à faible revenu.

Parallèlement, les changements climatiques donnent lieu à une recrudescence des catastrophes naturelles et accélèrent l'affaiblissement de la biodiversité, et une coopération à l'échelle mondiale s'impose plus que jamais pour en atténuer les effets sur l'humanité. La BID a été à l'avant-garde des initiatives lancées aux niveaux national, régional et mondial et pour accompagner les pays membres dans leur quête d'une croissance et d'un développement durables.

À cet égard, de nouveaux partenariats ont été forgés et la coopération renforcée avec plusieurs institutions, notamment *Arab Petroleum Investment Corporation* (APICORP), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de Coopération islamique (OCI), le Fonds saoudien pour le développement (FSD), l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La collaboration avec le Groupe de coordination arabe (GCA) et le Royaume d'Arabie saoudite vise à mettre au point un large programme de riposte en matière de sécurité alimentaire d'au moins 10 milliards de dollars, auxquels le Groupe de la BID contribuera à hauteur de 10,5 milliards. De plus, la BID et les partenaires du GCA ont annoncé lors de la COP27 de la CCNUCC une enveloppe de 24 milliards de dollars aux initiatives de financement de l'action en faveur du climat.

L'accord-cadre stratégique historique signé avec l'OMS s'appuie sur les enseignements tirés de la pandémie et définit une feuille de route pour une action concertée en vue de la réalisation des objectifs de développement durable liés à la santé, notamment dans les pays à faible revenu et les pays fragiles.

En 2022, les opérations ont porté essentiellement sur trois principaux domaines, à savoir (i) l'accélération du redressement, (ii) la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la résilience, et (iii) la promotion d'une croissance économique verte. Aussi la BID a-t-elle joué un rôle important au sein du Groupe de réponse à la crise des Nations unies, en formulant des directives et des politiques, et en mobilisant des ressources.

Les opérations du Groupe de la BID ont surtout permis de financer la reprise post-pandémie pour un montant total de 10,5 milliards de dollars répartis entre la BID (3,0 milliards), la SIFC (6,8 milliards), la SID (0,6 milliard) et la SIACE (11,6 milliards en affaires assurées). En cette période de crise, la BID est disposée à répondre aux besoins de ses pays membres en bâtissant des économies résilientes et vertes.

Par ailleurs, je tiens à exprimer mes sincères remerciements à nos actionnaires pour la confiance qu'ils n'ont cessé de



C'est également le lieu de remercier les membres du personnel de la BID. Sans leur engagement inébranlable à soutenir les pays membres, nos réalisations n'auraient pas été possibles.

témoigner à la BID, ainsi qu'en atteste leur participation à la 6^e augmentation générale du capital qui nous aura permis de conserver notre note de crédit « AAA » pour la 20^e année consécutive, mais surtout de faire face aux défis de l'heure, renforcer la résilience, et tracer les contours d'une croissance à long terme pour nos pays membres afin de leur permettre d'atteindre les objectifs de développement durable. Nos pays ont investi notre institution de leur confiance totale et nous restons fermement déterminés à les aider à renforcer leur résilience et parvenir au développement socioéconomique durable. C'est également le lieu de remercier les membres du personnel de la BID. Sans leur engagement inébranlable à soutenir les pays membres, nos réalisations n'auraient pas été possibles.

En 2023 et au-delà, nous continuerons de faire fond sur une réflexion critique, innovante et diversifiée tout en restant proactifs dans l'orientation du développement économique en renforçant et en tirant parti de notre savoir-faire, nos réseaux et ressources.

Dr Muhammad AL JASSER

Président de la BID et du Conseil des Directeurs exécutifs

DIRECTEURS EXÉCUTIFS DE LA BID



DR MUHAMMAD SULAIMAN AL JASSER
PRÉSIDENT DE LA BID ET DU CONSEIL DES
DIRECTEURS EXÉCUTIFS



M. HAMED ARABI ELHOUDERI
PAYS : LIBYE
PAYS REPRÉSENTÉ : LIBYE



M. MURAT ZAMAN
PAYS : TÜRKIYE
PAYS REPRÉSENTÉ : TÜRKIYE



M. SEYED ABBAS HOSSEINI
PAYS : L'IRAN
PAYS REPRÉSENTÉ : L'IRAN



**M. ABDUL GHAFFAR
AL AWADHI**
PAYS : KOWEÏT
PAYS REPRÉSENTÉ : KOWEÏT



**DR HAMAD SULAIMAN
AL BAZAI**
PAYS : ARABIE SAOUDITE
PAYS REPRÉSENTÉ : ARABIE SAOUDITE



DR NADA MASSOUD
PAYS : ÉGYPTÉ
PAYS REPRÉSENTÉ : ÉGYPTÉ



**M. KHALAF SULTAN
AL DHAHERI**
PAYS : ÉMIRATS ARABES UNIS
PAYS REPRÉSENTÉ : ÉMIRATS ARABES
UNIS



M. HAMAD MADI AL-HAJRI
PAYS : QATAR
PAYS REPRÉSENTÉ : QATAR



DR MAHMOUD ISA-DUTSE
PAYS : NIGÉRIA
PAYS REPRÉSENTÉ : NIGÉRIA



M. ERIC MBAÏHASRA
PAYS : TCHAD
PAYS REPRÉSENTÉS : TCHAD,
COMORES, DJIBOUTI, GABON,
MOZAMBIQUE, SOMALIE, OUGANDA



M. KHALIFA SARR
PAYS : SÉNÉGAL
PAYS REPRÉSENTÉS : BURKINA FASO,
GAMBIE, MALI, NIGER, SÉNÉGAL, TOGO



M. ISSA JANDI
PAYS : GUINÉE BISSAU
PAYS REPRÉSENTÉS : BENIN,
CAMEROUN, CÔTE D'IVOIRE, GUINÉE,
GUINÉE BISSAU, SIERRA LEONE



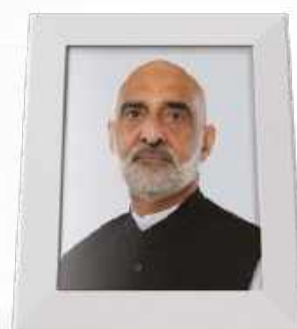
M. LAAZIZ FAÏD
PAYS : ALGÉRIE
PAYS REPRÉSENTÉS : ALGÉRIE,
MAROC, MAURITANIE, TUNISIE



**DR AMMAR HAMAD
KHALAF IBRAHIM**
PAYS : IRAK
PAYS REPRÉSENTÉS : IRAK, JORDANIE,
LIBAN, PALESTINE, SYRIE



**M. HASSAN GAFFAR
ABDELRHMAN**
PAYS : SOUDAN
PAYS REPRÉSENTÉS : BAHRÉÏN, OMAN,
SOUDAN, YÉMEN



M. MIAN ASAD HAYAUD DIN
PAYS : PAKISTAN
PAYS REPRÉSENTÉS : AFGHANISTAN,
BANGLADESH, MALDIVES, PAKISTAN



MME. ANUSKA RAMDHANI
PAYS : SURINAME
PAYS REPRÉSENTÉS : BRUNEI
DARUSSALAM, GUYANA, INDONÉSIE,
MALAISIE, SURINAME



M. TAMERLAN TAGHIYEV
PAYS : AZERBAÏDJAN
PAYS REPRÉSENTÉS : ALBANIE,
AZERBAÏDJAN, KAZAKHSTAN,
OUBÉKISTAN, KIRGHIZSTAN,
TADJIKISTAN, TURKMÉNISTAN

RÉSUMÉ : BILAN DE L'EXERCICE

La reprise après la pandémie à coronavirus a été lente, inégale et imprévisible, entravée par la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques, ainsi que l'instabilité économique mondiale induite par la crise en Europe de l'Est. À l'aube de 2023, les crises humanitaires se multiplient dans le monde entier : tremblements de terre en Türkiye et en Syrie, inondations au Pakistan, conflits et sécheresses dans d'autres pays membres, le tout aggravé par les effets omniprésents et destructeurs des changements climatiques.

Déjà handicapés par la lenteur de la relance post-pandémie, nombre de pays membres n'ont pas échappé au resserrement budgétaire, tandis que des millions d'hommes, femmes et enfants vivent dans la pauvreté, souffrent de la faim ou sont déplacés dans leur propre pays. Dans ce contexte de fragilité, la BID a réorienté sa stratégie pour tenir compte des différents besoins de ses pays membres – réduction de la pauvreté, renforcement de la résilience et croissance verte – et œuvre en collaboration avec d'autres partenaires au développement à la mise à disposition des ressources nécessaires.

Alors que son programme à court terme de riposte à la pandémie touche à sa fin, la BID a augmenté le volume de ses opérations pour barrer la route à la crise alimentaire, s'attaquer à la pauvreté chronique et renforcer la résilience au lendemain de la crise en Europe de l'Est. Les approbations annuelles nettes du Groupe de la BID ont augmenté de 18,6 % pour s'établir à 7,9 milliards de dinars islamiques (10,5 milliards de dollars) en 2022, contre 6,3 milliards de dinars islamiques (8,9 milliards de dollars) en 2021. Les parts de la BID, la SIFC et la SID dans ces approbations ont été de 3, 6,8 et 0,6 milliards de dollars respectivement. En 2022, les opérations étaient axées sur des partenariats judicieux, la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire, le renforcement de la résilience, et la promotion d'une croissance économique verte.

Ci-après, le point des activités menées dans ces domaines.

LA BID A ÉTÉ CHARGÉE PAR LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'OCI D'ÉTABLIR, DE METTRE EN ŒUVRE ET DE GÉRER LE FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE HUMANITAIRE POUR L'AFGHANISTAN. EN 2022, LE VOLUME GLOBAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE DU FONDS ÉTAIT DE

32,61 MILLIONS DE DOLLARS.

PARTENARIATS POUR LA MOBILISATION DE RESSOURCES

- Le Royaume d'Arabie saoudite, la BID et le Groupe de coordination arabe doivent mettre au point un large programme de sécurité alimentaire d'au moins 10 milliards de dollars, la BID contribuant à hauteur de 10,5 milliards à l'horizon 2025.
- La BID et les partenaires du GCA ont convenu d'apporter 24 milliards de dollars au titre du financement de l'action en faveur du climat, dont 13 milliards à fournir par la BID d'ici 2030.
- En 2022, les partenaires financiers ont contribué pour un montant total de 2,29 milliards de dollars à des projets financés par la BID d'un coût total de plus de 3,6 milliards de dollars dans 19 pays membres d'Afrique et d'Asie, notamment dans le secteur des infrastructures où la part de la BID a été de 1,14 milliard.
- La BID a été chargée par les ministres des Affaires étrangères de l'OCI d'établir, de mettre en œuvre et de gérer le Fonds d'affectation spéciale humanitaire pour l'Afghanistan. L'équipe de coordination de ce fonds a entrepris un travail approfondi et de larges consultations en interne avec toutes les services concernés du Groupe de la BID et en externe avec l'OCI, les pays membres, des pays non membres, des agences de l'ONU, des banques multilatérales de développement, des institutions financières internationales, des organisations régionales et internationales, ainsi que d'autres parties prenantes. Le volume global des engagements au titre du fonds est de 32,61 millions de dollars.
- Pour garantir la viabilité financière de la BID, le Conseil des Gouverneurs a approuvé en décembre 2020 la 6e augmentation générale du capital de 5,5 milliards de dinars islamiques exigibles en espèces. Au 31 décembre 2022, 90,5 % de ce montant avaient été souscrits par les pays membres malgré un environnement économique mondial très difficile, preuve s'il en est de l'esprit de solidarité et de coopération qui les caractérise.



PLUS DE 90 %
DES FINANCEMENTS SONT ALLÉS AUX PAYS MEMBRES
LES MOINS AVANCÉS (PMMA) OÙ LES NIVEAUX DE
PAUVRETÉ SONT PLUS ÉLEVÉS ET DISPROPORTIONNÉS.

LA BID A INTÉGRÉ LES PERSPECTIVES D'AUTONOMISATION
DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LES STRATÉGIES DE
PARTENARIAT AVEC LES PAYS MEMBRES AFIN DE GARANTIR
DES PROGRAMMES CIBLÉS DE
**RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES EN
FAVEUR DES FEMMES ET DES JEUNES.**

PAUVRETÉ ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Dès l'apparition de la crise alimentaire consécutive à celle intervenue en Europe de l'Est, le Groupe de la BID a lancé un large programme de riposte d'un montant de 10,54 milliards de dollars, dont les principaux objectifs consistaient à acquérir et mettre à disposition 780 000 tonnes de blé et d'orge et construire des magasins de stockage pour une capacité de 700 000 tonnes permettant de conserver des récoltes pendant plus de 12 mois. Le programme devait couvrir 11 millions de personnes et favoriser la production agricole dans les pays membres.
- En 2022, un montant total de 1,4 milliard de dollars a été approuvé dans le cadre du programme, dont 578,5 millions par la BID, 4,2 millions par le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FISD), 630,2 millions par la SIFC et 40 millions par la SID. À cela s'ajoute 159 millions à titre d'affaires assurées par la SIACE. La plupart des projets approuvés jusqu'ici portent sur le court terme.
- À l'occasion de la saison du hadj 1443, le Projet Adahi du Royaume d'Arabie saoudite, supervisé par la BID et chargé de l'utilisation de la viande sacrificielle et des dons aux lieux saints, a distribué 448 000 carcasses de moutons en Arabie saoudite et dans 27 autres pays membres. La BID assure maintenant des services pour plus de 50 % des pèlerins.
- Face à la recrudescence de la pauvreté dans les pays membres, le Groupe de la BID a, par le biais du FSID, approuvé un montant de 88,3 millions de dollars sous la forme de subventions et de prêts assortis de conditions avantageuses. Ce montant comprend 50 millions de dollars affectés à la création du Fonds islamique mondial pour les réfugiés, en partenariat avec le HCR. La pauvreté étant multidimensionnelle, les financements couvrent des projets dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et du développement communautaire. Plus de 90 % des financements sont allés aux pays membres les moins avancés (PMMA) où les niveaux de pauvreté sont plus élevés et disproportionnés.

RÉSILIENCE DANS LES PAYS MEMBRES

- La BID poursuit la mise en œuvre de sa politique en matière de fragilité et de résilience axée sur l'investissement dans la prévention, la transition de l'aide au développement, ainsi que le redressement et la résilience des pays membres touchés par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme.
- En 2022, la BID le programme de renforcement des compétences, de formation et d'éducation (STEP) visant à réduire la pauvreté en améliorant l'accès à l'éducation physique et intelligente, tout en développant l'esprit d'entreprise chez les jeunes réfugiés dans 15 pays membres qui accueillent 1 million de réfugiés et personnes déplacés dans leur propre pays. Plus de 600 000 jeunes personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et communautés hôtes bénéficient du programme.
- Le programme de renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (SERVE) continue d'être déployé dans les PMMA, et à ce titre 7 projets ont été approuvés pour Djibouti, la Jordanie, l'Ouganda, l'Ouzbékistan, la Palestine et le Tchad.
- Un montant de 566 millions de dollars a été mobilisé auprès de partenaires publics et privés pour financer la préparation à l'accès aux marchés dans des secteurs économiques et commerciaux clés (MARKETS).
- La BID a intégré les perspectives d'autonomisation des femmes et des jeunes dans les stratégies de partenariat avec les pays membres afin de garantir des programmes ciblés de renforcement des compétences en faveur des femmes et des jeunes, ainsi que la création d'emplois décents, avec des systèmes de protection sociale renforcés.
- La BID a reçu 5,5 millions de dollars destinés à la mise en œuvre de la deuxième phase de du projet *BRAVE Women 2.0* qui vise à augmenter les revenus des PME détenues par des femmes au Yémen, en s'appuyant sur les acquis de la première phase.
- Une subvention de 6,1 millions de dollars a été reçue pour appuyer le projet *Women in Sanitation Enterprises*, qui finance les femmes entrepreneuses activement engagées dans des activités d'assainissement dans 15 municipalités du Bangladesh.
- Plus de 1,1 million de dollars ont été levés par le biais de la plateforme de financement participatif Tadamon pour venir en aide aux communautés les plus isolées dans les pays membres.

LA BID A APPROUVÉ UNE SUBVENTION DE
1,99 MILLION DE DOLLARS
 POUR DES PROJETS DE REVERSE LINKAGE AFIN
 D'AIDER SES PAYS MEMBRES À RELEVER DES DÉFIS
 DE DÉVELOPPEMENT COMMUNS DANS LES DOMAINES
 DE L'AGRICULTURE, LA SANTÉ ET L'ADMINISTRATION
 PUBLIQUE, ENTRE AUTRES.

- En 2022 la SIFC qui est l'organe de financement du commerce du Groupe de la BID a apporté 6,8 milliards de dollars pour stimuler le commerce dans les pays membres. Sur ce montant, plus de 4,8 milliards ont été consacrés au commerce entre les pays membres et plus de 2,5 milliards aux PMMA. La SID qui est chargée du développement du secteur privé, a approuvé 565,8 millions de dollars pour le financement d'opérations liées à l'accès à l'énergie et la sécurité alimentaire. Quant à la SIACE qui s'occupe de l'assurance, elle a fourni des couvertures pour un montant total de 11,6 milliards de dollars.
- Au titre de l'inclusion financière islamique, des subventions ont été approuvées pour plus de 1,6 million de dollars, dont un montant de 280 000 dollars pour la création d'un système d'information pour la supervision et la réglementation des banques participantes au Maroc. Une subvention de 270 000 dollars a également été approuvée pour la réalisation d'études de faisabilité relatives au marché de la microfinance islamique dans 5 pays membres.
- La BID a approuvé une subvention de 1,99 million de dollars pour des projets *reverse linkage* afin d'aider ses pays membres à relever des défis de développement communs dans les domaines de l'agriculture, la santé et l'administration publique, entre autres.
- Dans le cadre du renforcement des capacités en matière de préparation et de riposte aux futures pandémies, la BID a contribué à hauteur de près de 30 millions de dollars à l'érection d'une installation de production de vaccins contre le coronavirus et des maladies évitables au Sénégal.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE VERTE

- En 2022, la BID a poursuivi la mise en œuvre de son plan d'action pour le climat 2020-2025 qui définit les modalités et les actions en faveur de l'action climatique dans les pays membres, et s'est fixée l'objectif de financement de 35 % de l'action en faveur du climat à l'horizon 2025. En 2022, la part du financement de l'action en faveur du climat réalisé par la BID représente 33 % de ses approbations.
- À la COP27 tenue à Charm El-Cheikh, la BID et les membres du Groupe de coordination arabe se sont engagés à fournir 24 milliards de dollars d'ici 2030 pour faire face à la crise climatique mondiale. Dans ce cadre, la BID entend approuver au moins 13 milliards pour l'adaptation et l'atténuation au cours de la période 2023 à 2030.

EN PARTENARIAT AVEC L'OIT, LA BID A LANCÉ L'APPEL À
 CANDIDATURES DANS LE CADRE DE YOUTH GREEN SKILLS
 ACCELERATOR CHALLENGE, DONT L'OBJECTIF PRINCIPAL EST
 DE PROMOUVOIR LA PARTICIPATION ET LES COMPÉTENCES
 DES JEUNES POUR LES EMPLOIS VERTS EN VUE D'UNE
 TRANSITION JUSTE.

- La BID a collaboré activement avec les pays membres et les partenaires à l'occasion des 35 événements et autres activités qu'elle a organisés en marge de la COP27.
- La BID a révisé et rationalisé les aspects liés aux changements climatiques et à la croissance verte dans les stratégies de partenariat avec les pays membres mises au point en 2022, notamment pour l'Indonésie, le Bangladesh, le Niger, l'Ouzbékistan, le Sénégal et le Turkménistan. De plus, tous les projets et investissements comportant des actifs physiques approuvés en 2022 ont été examinés au regard des risques climatiques physiques dans toutes les régions et tous les secteurs, afin d'exploiter les possibilités et d'atténuer les effets des changements climatiques.
- Dans le contexte du Cadre de financement durable, la BID a été la première à émettre des soukous verts et durables grâce auxquels plus de 5 milliards de dollars ont pu être mobilisés jusqu'ici pour des projets de développement social et respectueux du climat. Le Cadre de financement durable a été évalué par une partie extérieure (CICERO de la Norvège), qui lui a attribué la note *medium-green shading*.
- En partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT), la BID a lancé l'appel à candidatures dans le cadre de *Youth Green Skills Accelerator Challenge*, dont l'objectif principal est de promouvoir la participation et les compétences des jeunes pour les emplois verts en vue d'une transition juste. Plus de 120 candidatures ont été reçues et les lauréats sont *Bangladesh Youth Environmental Initiative*, Association 3535 (Côte d'Ivoire) et *Musanadah Foundation for Development* (Yémen). Chacun a bénéficié d'un appui financier, d'une visibilité internationale à la COP27, d'un accès à un vaste réseau d'experts en renforcement des compétences, et d'une participation au laboratoire d'innovation de l'OIT.

Enfin, la BID a investi dans ses propres capacités et les a renforcées avec une reconfiguration complète de son organigramme, tout en conservant un personnel de plus en plus motivé et compétent pour répondre aux attentes de ses parties prenantes.

Les actionnaires ont maintenant souscrit 90,5 % de la part additionnelle de 5,5 milliards de dinars islamiques du capital dans le cadre de la 6e augmentation générale approuvée en 2020. La note de crédit AAA de la BID a été reconduite avec des perspectives stables en 2023. Elle a été reconduite pour la 20e année consécutive par Standard & Poor's, pour la 16e année consécutive par Moody's Investors Services, et pour la 15e année consécutive par Fitch Ratings.



2022 EN BREF

ACTION POUR LE CLIMAT

LA BID A LANCÉ SON PLAN D'ACTION (2022-2023) POUR L'OPÉRATIONNALISATION DE L'ALIGNEMENT SUR L'ACCORD DE PARIS DONT L'OBJECTIF EST D'APPUYER LES 57 PAYS MEMBRES DANS LEURS EFFORTS D'ATTÉNUATION ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEUR PERMETTRE DE TIRER PARTI DES AVANTAGES QUE L'ACCORD OFFRE.

EN 2022, LE FINANCEMENT DE LA BID EN FAVEUR DU CLIMAT S'EST ÉLEVÉ À

1,05 MILLIARD DE DOLLARS,

SIOT **33%**

DU VOLUME GLOBAL DES INVESTISSEMENTS APPROUVÉS PAR LA BID.

LA BID A INCORPORÉ DES ÉLÉMENTS LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET À LA CROISSANCE VERTE DANS TOUTES LES STRATÉGIES DE PARTENARIAT AVEC LES PAYS MEMBRES ÉLABORÉES EN 2022.

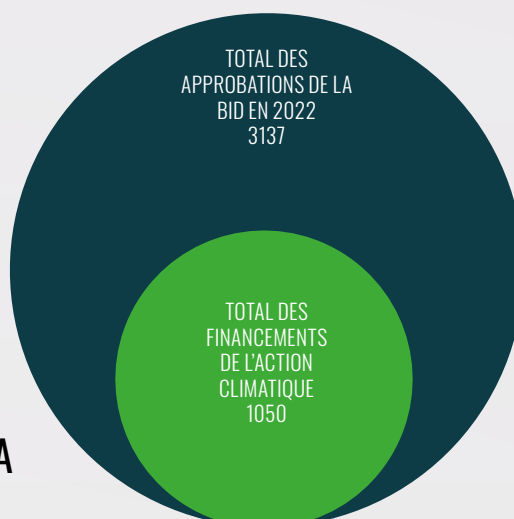
À LA COP27, LA BID ET LES MEMBRES DU GROUPE DE COORDINATION ARABE SE SONT ENGAGÉS À FOURNIR

24 MILLIARDS DE DOLLARS

D'ICI 2030 POUR FAIRE FACE À LA CRISE CLIMATIQUE MONDIALE.



PART DU FINANCEMENT DE L'ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT DANS LES APPROBATIONS DE LA BID EN 2022 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



PANDÉMIE À CORONAVIRUS

AU MOIS DE DÉCEMBRE 2022, LE MONTANT TOTAL DES ENGAGEMENTS DU GROUPE DE LA BID DANS LA RIPOSTE À LA MALADIE À CORONAVIRUS ÉTAIT DE

4,67 MILLIARDS DE DOLLARS

1 522 CENTRES DE VACCINATION

ONT ÉTÉ NOUVELLEMENT CRÉÉS.

31 876

AGENTS DE SANTÉ ONT BÉNÉFICIÉ D'UN RENFORCEMENT DE CAPACITÉS POUR GÉRER LEUR RIPOSTE À LA MALADIE À CORONAVIRUS.



63 MILLIONS DE PERSONNES

ONT BÉNÉFICIÉ D'UN VACCIN CONTRE LE CORONAVIRUS GRÂCE À LA RIPOSTE DE LA BID.



ÉDUCATION

EN AVRIL 2022, LA BID A APPROUVÉ LE PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES, DE FORMATION ET D'ÉDUCATION (STEP) EN FAVEUR DES JEUNES RÉFUGIÉS. STEP BÉNÉFICIERA À PLUS DE **600 000** JEUNES RÉFUGIÉS ET PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DE LEUR PROPRE PAYS.

AU COURS DES 39 DERNIÈRES ANNÉES, LA BID A ACCORDÉ DES BOURSES D'ÉTUDES À **18 493** ÉTUDIANTS DE **122** PAYS À TRAVERS LE MONDE.



LE PROGRAMME D'AIDE COMMUNAUTAIRE A APPROUVÉ 6 PROJETS D'UN MONTANT TOTAL DE

1,255 MILLION DE DOLLARS

VISANT À PROMOUVOIR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION DANS CINQ PAYS :



UNE SUBVENTION POUR LES INFRASTRUCTURES ET L'ÉQUIPEMENT D'IQRA GIRLS' ACADEMY À LUSAKA EN ZAMBIE POUR UN MONTANT DE **0,2 MILLION DE DOLLARS ;**



L'AGRANDISSEMENT D'UNE ÉCOLE SECONDAIRE PUBLIQUE À MOSTAR EN BOSNIE-HERZÉGOVINE POUR UN MONTANT DE **0,185 MILLION DE DOLLARS ;**



L'AGRANDISSEMENT DE L'ÉCOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE RAHMA À DODOMA CITY EN TANZANIE POUR UN MONTANT DE **US\$0.22 MILLION DE DOLLARS ;**

LA CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE AU SEIN DE L'INSTITUT D'ÉTUDES ISLAMIQUES ET LAÏQUES (IISS), VALLÉE DES PRÊTRES, À PORT-LOUIS EN ÎLE MAURICE POUR UN MONTANT DE **0,25 MILLION DE DOLLARS ;**



L'AGRANDISSEMENT D'UN CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN FAVEUR DE HAMIDIYA ISLAMIYA SCHOOL SOCIETY À PANWARI, EN INDE POUR UN MONTANT DE **0,2 MILLION DE DOLLARS.**



AGRANDISSEMENT DE L'ÉCOLE PRIMAIRE MARKAZ-E-ADAB-O-SCIENGE À RANCHI, EN INDE POUR UN MONTANT DE **0,2 MILLION DE DOLLARS.**



LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

EN 2022, LE GROUPE DE LA BID A LANCÉ UN PROGRAMME DE RIPOSTE À LA CRISE ALIMENTAIRE DÉCLENCHÉE PAR LE CONFLIT EN EUROPE DE L'EST, D'UN MONTANT DE

10,54
MILLIARDS
DE DOLLARS.



DEPUIS SA CRÉATION, LA BID A APPROUVÉ PLUS DE

600 PROJETS

DANS 57 PAYS MEMBRES. LES INVESTISSEMENTS DE LA BID SONT ADAPTÉS POUR CONCRÉTISER LES TROIS DIMENSIONS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : LA DISPONIBILITÉ, LE COÛT ABORDABLE ET L'ACCESSIBILITÉ

LES PROJETS APPROUVÉS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022 DEVRAIENT PERMETTRE D'ATTÉNUER L'IMPACT DES PRIX ÉLEVÉS DES CÉRÉALES

ET DE GARANTIR UN APPROVISIONNEMENT RÉGULIER EN DENRÉES ALIMENTAIRES DE BASE.

ENSEMBLE, LES 57 PAYS MEMBRES DE LA BID DISPOSENT D'UNE MASSE DE RESSOURCES QUI LEUR PERMET DE METTRE AU POINT DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES.

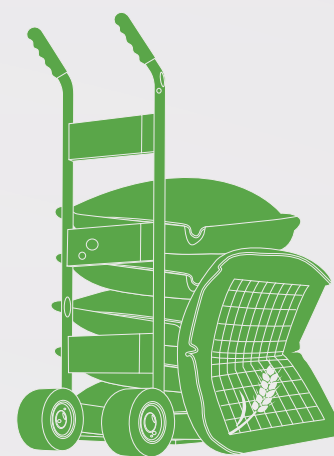
Les pays membres de la BID



DÉTIENNENT
29%
DE LA SURFACE AGRICOLE
MONDIALE ;



RENFERMENT
7 261 KM³ (14%)
DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES EN
EAU RENOUVELABLES DU GLOBE ;



APRÈS LE LANCEMENT D'UN PROGRAMME RÉGIONAL DE CHAÎNE DE VALEUR DU RIZ EN AFRIQUE DE L'OUEST ET EN AFRIQUE CENTRALE, LA BID EST EN TRAIN DE METTRE AU POINT UN AMBITIEUX PROGRAMME RÉGIONAL DE CHAÎNE DE VALEUR DU MANIOC DANS SEPT PAYS CHOISIS.



PRODUISENT
18
DES 20 PRINCIPAUX PRODUITS
DE BASE AGRICOLES COMMERCIALISÉS
DANS LE MONDE ;



COMPTENT POUR
14 à 15%
DE LA PRODUCTION MONDIALE DE
CÉRÉALES ET PRODUITS HORTICOLES.



INFRASTRUCTURE

RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES À PARTIR DES RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL DE LA BID EN 2022

TRANSPORT
39,4 %

AGRICULTURE
26,5 %



EAU,
ASSAINISSEMENT
ET SERVICES
URBAINS
1,8 %

AUTRES
1,3 %

ÉDUCATION
3,5 %

SANTÉ
15,2 %

ÉNERGIE
12,2 %



FEMMES ET JEUNES

IN 2022 WOMEN AND YOUTH EMPOWERMENT PERSPECTIVES WERE INTEGRATED INTO MEMBER COUNTRY PARTNERSHIP STRATEGIES (MCPSs). A KEY FOCUS WAS ON PROMOTING AND PROMOTION ET AU SOUTIEN DE L'ENTREPRENARIAT ET DES ENTREPRISES DES FEMMES ET DES JEUNES.

LA DIVISION DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES A PILOTÉ LA MISE AU POINT D'OPÉRATIONS DE SUBVENTION AU PROFIT DES FEMMES ET DES JEUNES, POUR UN MONTANT DE **629 000 DOLLARS.**



AU PAKISTAN, LE PROGRAMME DE LA BID POUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION A AIDÉ LES FEMMES MÉDECINS QUI N'EXERCENT PAS, À POURSUIVRE LEUR CARRIÈRE PAR LE PROJET DE TÉLÉMÉDECINE, EDUCAST. LE PROJET A CONTRIBUÉ À LA FORMATION ET À LA CERTIFICATION DE

450 MÉDECINS EN LIGN

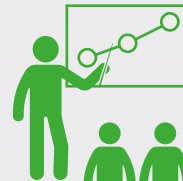


L'OBJECTIF DE L'APPEL EST D'IDENTIFIER DES SOLUTIONS QUI CONTRIBUERONT À UN OU PLUS DES OBJECTIFS SUIVANT :

EN PARTENARIAT AVEC L'OIT, LA BID A LANCÉ EN 2022 **THE YOUTH GREEN SKILLS ACCELERATOR CHALLENGE CALL** DANS L'OBJECTIF DE PROMOUVOIR LA PARTICIPATION ET LES COMPÉTENCES DES JEUNES LEUR PERMETTANT D'AVOIR DES EMPLOIS VERTS ET FAVORISER AINSI UNE TRANSITION JUSTE.



MISE À NIVEAU OU RECYCLAGE DES COMPÉTENCES DES JEUNES



CRÉATION OU AMÉLIORATION DES PROGRAMMES DE FORMATION



ACCÈS AUX OPPORTUNITÉ D'ACQUISITION DE COMPÉTENCES VERTES



CRÉATION D'EMPLOIS ET ENTREPRENEURIAT



APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS



APPUI AUX FORMATEURS SUR LES COMPÉTENCES VERTES



INCLUSION DE L'ACTION POUR LE CLIMAT DANS L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS

EN 2022, LA BID A APPROUVÉ DEUX FINANCEMENTS SUPPLÉMENTAIRES EN FAVEUR DE L'INITIATIVE POUR LE FINANCEMENT DES FEMMES ENTREPRENEUSE (WE-FI) :

5,5 MILLIONS DE DOLLARS

POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA DEUXIÈME PHASE DE BRAVE WOMEN 2.0 ;

6,1 MILLIONS DE DOLLARS

EN APPUI AU PROJET WOMEN IN SANITATION ENTERPRISES AU BANGLADESH.



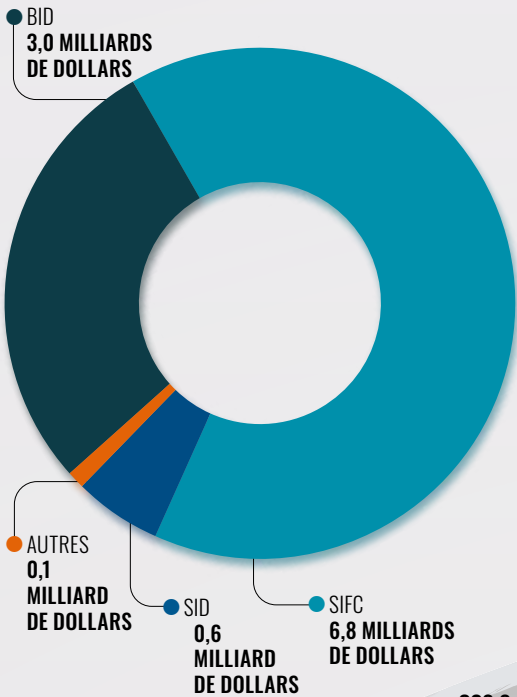
2022 EN CHIFFRES

EN 2022, LES APPROBATIONS ANNUELLES NETTES ONT AUGMENTÉ DE 18,6 % POUR PASSER À

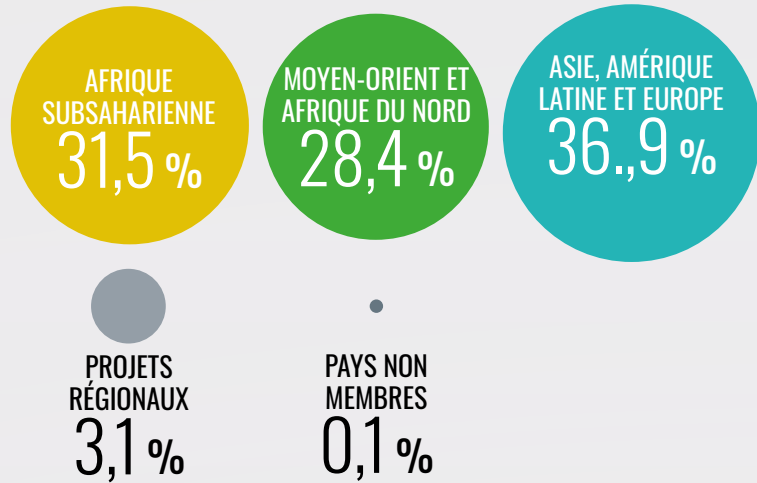
7,9 MILLIARDS DI (10,5 MILLIARDS DE DOLLARS)

CONTRE 8,9 MILLIARDS DE DOLLARS (6,3 MILLIARDS DI) EN 2021.

AUX APPROBATIONS NETTES, LA BID A CONTRIBUÉ À HAUTEUR DE 3,0 MILLIARDS DE DOLLARS LA SIFC 6,8 MILLIARDS LA SID 0,6 MILLIARD.

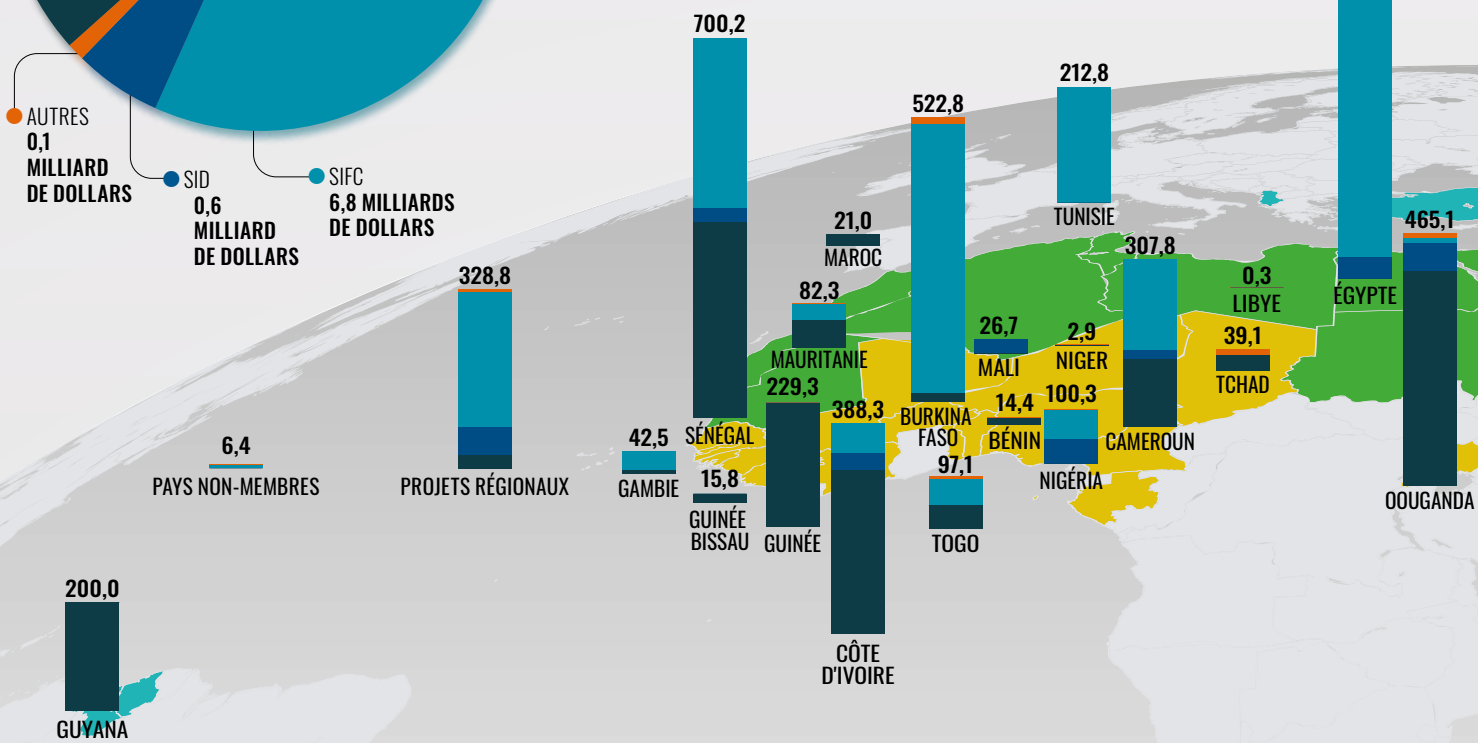


LA RÉPARTITION PAR RÉGION DES APPROBATIONS DU GROUPE DE LA BID EST RESTÉE TRÈS COHÉRENTE, AVEC UNE LÉGÈRE TENDANCE EN FAVEUR DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET DE LA RÉGION ASIE, AMÉRIQUE LATINE ET EUROPE EN 2022, EN RAISON DE LA CRISE ALIMENTAIRE EN PERSPECTIVE.



APPROVALS | APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET SOURCE DE FINANCEMENT (EN MILLIONS USD)

KEY
 ● BID ● SIFC
 ● SID ● AUTRES





LA CROISSANCE MONDIALE DEVRAIT BAISSER À **3,4%** EN 2022, CONTRE 6,0 % EN 2021, AVANT DE PASSER ENCORE À 2,7 % EN 2023.

EN 2021 ET 2022, LA CROISSANCE DES PAYS MEMBRES DE LA BID EST RESTÉE FORTE. À **5,5%**



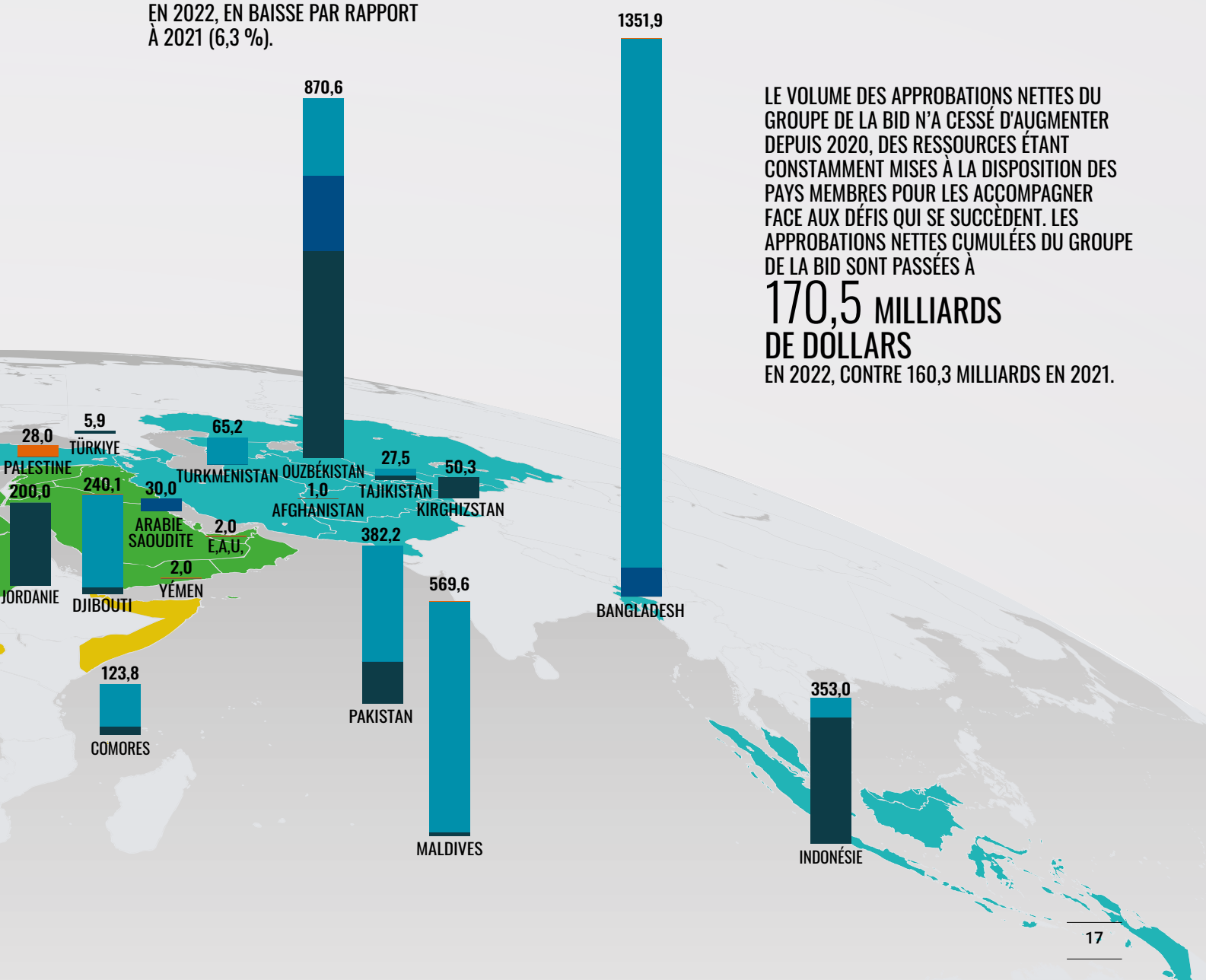
LES PAYS MEMBRES DE LA ZONE ASIE, AMÉRIQUE LATINE ET EUROPE ONT ENREGISTRÉ UN TAUX DE CROISSANCE DU PIB ESTIMÉ À **5.6%** EN 2022, EN BAISSÉ PAR RAPPORT À 2021 (6,3 %).



LA PAYS MEMBRES DE LA RÉGION MENA ONT ENREGISTRÉ UN TAUX DE CROISSANCE DU PIB ESTIMÉ À **5.9%** EN 2022, CONTRE 4,4 % EN 2021.



LES PAYS MEMBRES DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ONT ENREGISTRÉ UN TAUX DE CROISSANCE DU PIB ESTIMÉ À **3.9%** EN 2022, CONTRE 4,2 % EN 2021.



LE VOLUME DES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID N'A CESSÉ D'AUGMENTER DEPUIS 2020, DES RESSOURCES ÉTANT CONSTAMMENT MISES À LA DISPOSITION DES PAYS MEMBRES POUR LES ACCOMPAGNER FACE AUX DÉFIS QUI SE SUCCÈDENT. LES APPROBATIONS NETTES CUMULÉES DU GROUPE DE LA BID SONT PASSÉES À **170,5 MILLIARDS DE DOLLARS** EN 2022, CONTRE 160,3 MILLIARDS EN 2021.